



► Outil de soutien stratégique

Programme Commun : ONU Femmes – OIT pour favoriser l'Emploi Dégagé pour les Femmes grâce à des politiques favorisant la Croissance Partagée et à des Investissements dans les Services de Soins à Autrui

Mars 2021

Comment Évaluer les Programmes de Stabilisation Fiscale et de Relance Budgétaire en fonction du genre¹

Points essentiels

- L'outil de support politique a pour objectif de faire figurer les questions d'égalité entre les sexes dans les plans de relance nationaux ainsi que dans l'élaboration des actions politiques nationales.
- Premièrement, il identifie les canaux de transmission où l'égalité entre les sexes est essentielle pour contribuer aux inégalités et aux difficultés matérielles.
- Deuxièmement, il examine si l'enveloppe des programmes budgétaires est suffisante pour répondre à l'ampleur des problèmes qu'ils sont résoudre.
- Troisièmement, la stabilisation budgétaire et les plans de relance sont évalués du point de vue de l'égalité des sexes, identifie les domaines que les mesures politiques macroéconomiques peuvent efficacement cibler pour répondre aux effets de la crise en fonction du genre, avec des directives sur les indicateurs qui peuvent être utilisés pour l'évaluation des politiques.
- Quatrièmement, la politique monétaire est évaluée de même manière du point de vue de l'égalité des sexes.
- Cinquièmement, l'outil examine le rôle d'une budgétisation sensible au genre dans l'élaboration et l'évaluation des politiques budgétaires et monétaires.

► 1. Introduction

Le Secrétaire Général des Nations Unies a lancé un appel urgent pour passer à l'action. La pandémie de la COVID-19 est l'une des crises les plus dangereuses à laquelle notre monde ait jamais eu à faire face. Il s'agit avant tout d'une crise humaine aux conséquences sanitaires et socioéconomiques particulièrement graves. Comme il s'agit d'un virus sans précédent, il appelle une réponse sans précédent. L'heure est à l'action politique innovante, décisive et coordonnée au niveau mondial, et notamment une réponse budgétaire globale d'envergure. Le Secrétaire Général des Nations Unies

¹ Cet outil politique a été préparé par Stéphanie Seguino et a bénéficié des commentaires d'Anuradha Seth, Conseillère Principale, Genre et Macroéconomie, ONU Femmes et de Valeria Esquivel, Spécialiste en Politiques de l'Emploi et du Genre, OIT. Les vues et approches suggérées dans cette publication ne représentent pas nécessairement la position des partenaires et bailleurs de fonds.

propose que les plans de relance budgétaire atteignent 10 pour cent du PIB² mondial pour répondre à la crise de manière appropriée.

Tenant compte de cet appel et faisant face à une crise socioéconomique sans précédent, les dirigeants nationaux ont mis en place des plans de relance budgétaire et de stabilisation fiscale pour répondre à la COVID-19. Selon l'outil de suivi politique du FMI relatif aux réponses économiques clés apportées à la COVID-19, 193 pays ont adopté une forme de politique budgétaire pour stabiliser leurs économies.³ Bloomberg News estime que dès mi-Avril 2020, les gouvernements auront consacré plus de US\$8 trillions pour lutter contre la pandémie sous forme de dépenses directes, garanties bancaires et injections de prêts et prises de participation.⁴ Étant donné la durée et l'intensité de la crise, de nombreux pays ont déployé plusieurs programmes successifs de stabilisation fiscale et de relance budgétaire en l'espace de quelques mois seulement. De nombreux autres pays leur emboîteront le pas. La façon dont ces fonds sont utilisés à une grande importance, non seulement pour atténuer les retombées négatives de la catastrophe économique auxquelles les pays doivent faire face, mais aussi pour développer une capacité de résilience future.

Les crises, qu'elles soient le résultat de facteurs environnementaux, économiques, sociaux ou sanitaires, naissent, tout en les exacerbant, des inégalités de classe, de sexe et de race préexistantes. Les retombées négatives des crises sont encore plus fortes pour ceux qui appartiennent à plusieurs de ces trois catégories. Ainsi, les femmes autochtones ou de couleur disposant d'un faible revenu, par exemple, sont particulièrement touchées en période de crise. Les réponses gouvernementales en matière de crise peuvent cependant servir de facteur d'égalisation si les politiques sont conçues pour répondre de manière forte aux besoins de ceux qui disposent de ressources matérielles et sociales limitées et qui ressentent plus fortement les effets négatifs des crises.

Étant donné les conséquences négatives disproportionnées que la crise a pour les femmes et les jeunes filles, il est impératif que les questions d'égalité des sexes soient intégrées aux programmes nationaux de relance budgétaire ainsi que dans la conception des mesures politiques nationales. Cet outil de soutien stratégique répond à cet objectif. Il s'appuie sur la note d'orientation préparée par ONU Femmes sur l'évaluation et l'élaboration des plans de relance budgétaire destinés à remédier aux conséquences socioéconomiques de la COVID-19. Il a pour but de guider ONU Femmes et les bureaux nationaux de l'OIT ainsi que leurs partenaires de la société civile pour évaluer et élaborer des politiques de relance budgétaire en réponse à la crise au niveau national. Cet outil de soutien stratégique présente les domaines cibles et les principes permettant une évaluation des réponses apportées par les gouvernements nationaux à la crise sanitaire et économique de la COVID-19 en ce qui concerne leur impact sur les genres, en portant l'attention sur l'effet négatif cumulatif de l'intersectionnalité, pour atténuer les effets négatifs de la crise.

L'outil de soutien stratégique est structuré comme suit. D'abord, nous identifions les canaux qui permettent au genre d'être le facteur principal contribuant aux inégalités et aux difficultés matérielles en partant des répercussions de la COVID-19 spécifiques à chaque sexe. Vient ensuite une discussion sur la pertinence de l'importance des programmes budgétaires par rapport à l'étendue du problème qu'ils sont censés résoudre. Dans la partie suivante, nous identifions les domaines que les politiques macroéconomiques peuvent efficacement cibler pour remédier aux conséquences générées de la crise, avec des conseils sur les indicateurs que l'on peut utiliser pour évaluer les politiques. La partie qui suit reproduit la même analyse pour la politique monétaire. Enfin, nous étudions le rôle de la budgétisation liée au genre dans l'élaboration et l'évaluation des plans de relance budgétaire. Même s'il y a des similitudes entre les pays malgré les

² Nations Unie. (2020). "Le Secrétaire Général des Nations Unies Lance un Plan pour remédier aux Conséquences Socioéconomiques Potentiellement Désastreuses de la COVID-19." Communiqué de Presse, 1er Mars, 2020. <http://www.unodc.org/unodc/en/press/releases/2020/April/united-nations-secretary-general-launches-plan-to-address-the-potentially-devastating-socio-economic-impacts-of-covid-19.html>

³ L'outil de suivi politique du FMI relatif aux réponses économiques apportées à la COVID-19 est disponible sur: <https://www.imf.org/en/Topics/imf-and-covid19/Policy-Responses-to-COVID-19#i>. Les plans de relance budgétaire de certains pays se traduisent par une redistribution et non une augmentation des dépenses budgétaires totales. La proportion des plans de relance budgétaire qui constituent des financements "supplémentaires" ne peut se déterminer qu'au cas par cas.

⁴ Jamrisko, M. and G. Hunter. (2020). "Quand \$8 Trillions de Relance Budgétaire Mondiale sont Insuffisants." Bloomberg News, April 22. <https://www.bloomberg.com/news/articles/2020-04-23/when-8-trillion-in-global-fiscal-stimulus-still-isn-t-enough>

différences de leur stade de développement et de structure économique, dans cette note, l'accent est mis sur les pays en voie de développement.

► II. Effets de Genre de la Crise Économique et Sanitaire de la COVID-19 : Canaux de Transmission

Afin d'évaluer les politiques gouvernementales destinées à remédier à la crise économique et sanitaire de la COVID-19 en ce qui concerne leurs effets créant une égalité ou une inégalité entre les sexes, il est utile de présenter les domaines clés dans lesquels les effets de la crise sont propres à chaque sexe. Cette partie illustre à grands traits les domaines d'intérêt des politiques monétaires et budgétaires.

Il n'existe pas encore de preuves robustes, mais les toutes premières évaluations indiquent que chez les hommes le taux de mortalité lié à la COVID-19 est plus élevé que chez les femmes.⁵ Selon Santé Mondiale 5050, les hommes représentent 64 pour cent des décès causés par la COVID-19 au niveau mondial au 27 Mars 2020. Comme nous étudions les conséquences sexospécifiques de cette crise, le taux de décès plus élevé des hommes vaut la peine d'être étudié plus en profondeur. Les taux de mortalité plus élevés chez les hommes sont potentiellement liés aux normes sexospécifiques de la masculinité. Ceci est particulièrement évident en période de guerre, mais les facteurs de stress pour la santé liés à la masculinité pourraient également entraîner une mortalité plus élevée, de même que des taux plus élevés de tabagisme et de consommation d'alcool.

En revanche, la vulnérabilité disproportionnée des femmes aux crises économiques et sanitaires est due à deux domaines clés: 1) les normes et stéréotypes sexistes qui font que les femmes assument la plus grande charge des soins, de manière rémunérée ou pas, et 2) les politiques institutionnelles qui privilégient les hommes en tant que travailleurs et entrepreneurs, et désavantagent les femmes, laissant ainsi une plus grande proportion de femmes en situation économique précaire—et, par conséquent, en situation sociale dangereuse comme par exemple, l'exposition à la violence familiale car elles n'ont pas suffisamment de revenus pour mettre fin à des relations dangereuses.

Le recours intense à des politiques monétaires et budgétaires peut compenser les inégalités entre les sexes sur les marchés et dans les institutions privées, comme les marchés du travail, les entreprises, les banques, etc.

Afin de comprendre comment évaluer l'efficacité des politiques monétaires et budgétaires pour atténuer l'effet disproportionné de la COVID-19 et ses retombées économiques sur les femmes, nous devons identifier les domaines clés en matière d'inégalité. Ici nous traitons de cinq domaines clés: les moyens d'existence; la protection sociale; la santé; la sécurité alimentaire; et les infrastructures publiques et le logement.

A) Moyens d'existence

Emploi et Conditions de Travail

- *Ségrégation en matière d'emploi* – Les femmes ont tendance à être victimes de ségrégation et occupent des emplois mal payés, précaires avec peu d'indemnisation et d'avantages sociaux comme les congés maladie payés. Dans un grand nombre de ces emplois, elles se retrouvent face au public et ont été durement frappées par le chômage résultant des consignes leur imposant de rester à la maison. L'aide aux travailleuses appartenant à cette catégorie doit être prioritaire.

⁵ ONU Femmes. (2020). "La COVID-19 et la Fin des Violences faites aux Femmes et aux Filles." <https://www.unwomen.org/-/media/headquarters/attachments/sections/library/publications/2020/issue-brief-covid-19-and-ending-violence-against-women-and-girls-en.pdf?la=en&vs=5006>

- *Emplois informels* – La plus grande concentration des femmes dans l'emploi informel augmente leur vulnérabilité économique en raison de la précarité et du manque d'avantages sociaux liés à ces emplois, comme les congés maladie payés. Les politiques doivent être conçues pour garantir des compensations aux travailleurs de l'économie informelle. Dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, on estime que les niveaux de pauvreté relatifs chez les travailleurs informels augmentent de 56 pour cent en raison de la crise de la COVID-19, alors que dans les pays à revenu supérieur-intermédiaire, l'augmentation est de 21 pour cent.⁶
- *Chômage* – En période de difficultés économiques, on considère que les femmes méritent moins d'occuper les emplois rares que les hommes (en raison des normes qui font que c'est l'homme le gagne-pain), ce qui contribue à leur taux de chômage plus élevé. En ALC, par exemple, les femmes ont deux fois plus de chances que les hommes d'être au chômage, malgré le fait qu'elles ont un niveau de scolarité plus élevé.⁷
- *Normes d'hygiène et de sécurité* – Les normes d'hygiène et de sécurité sur le lieu de travail sont essentielles pour protéger les travailleurs qui ont conservé leur emploi pendant la crise. Si de telles normes ne sont pas respectées, les travailleuses appartenant à cette catégorie sont menacées de perdre leur emploi si, par précaution, elles décident de rester à la maison pour protéger de la COVID-19 les membres de leur famille et elles-mêmes. Il est nécessaire de fournir des équipements personnels de protection pour protéger cette catégorie de travailleurs.
- *Activités de soins à autrui non rémunérées* – Les femmes assument une responsabilité disproportionnée en matière d'activités de soins à autrui non rémunérées au sein de la famille, ce qui réduit d'autant leur possibilités d'avoir accès à un emploi rémunéré. S'occuper des enfants constitue une lourde charge pour les femmes et cela impose des services de garde d'enfants abordables pour que les femmes puissent avoir accès à des emplois rémunérés. Dans le contexte de la pandémie, étant donné l'augmentation des tâches de garde d'enfants et d'enseignement à domicile, en plus du fait qu'il faut travailler à domicile pour celles qui peuvent avoir recours au télétravail, les tâches non rémunérées augmentent de manière significative. Les réponses apportées en matière budgétaire doivent tenir compte de cette contrainte de temps à laquelle les femmes doivent faire face et proposer d'autres façons de redistribuer et de réduire le travail de soin non rémunéré, autant que faire se peut avec la distanciation sociale.

Entrepreneurs

- *Dettes et risque de faillite* – Les femmes sont plus susceptibles d'être à la tête de micro et petites entreprises (TPME) et ces entreprises disposent de moins de réserves pour affronter les périodes de difficultés économiques. Les bénéfices non distribués limités des TPME dirigées par des femmes font qu'elles ont beaucoup plus besoin d'aide pour compenser leurs dettes, limiter les expulsions, les saisies et les conséquences monétaires liées à l'incapacité de rembourser leurs dettes. L'augmentation des dettes en période de crise rend le redressement plus difficile, donc le fait de traiter ce problème au moyen d'une stratégie n'est pas seulement positif pour l'égalité hommes-femmes, mais cela favorisera le redressement de toutes les entreprises.
- *Crédit* – Les entreprises dirigées par des femmes font face à des contraintes de crédit dues à a) la taille réduite de leurs entreprises qui s'accompagne généralement de coûts et de frais d'emprunt plus élevés et b) l'absence de garanties des femmes en raison de limites de droits fonciers et patrimoniaux. Une certaine discrimination des banques envers les femmes peut réduire leur accès au crédit et ceci doit être contrôlé lorsque les politiques de relance sont mises en place (grâce à d'énormes liquidités apportées par les banques).

⁶ Organisation Internationale du Travail (2020). "COVID-19 Crise et Economie Informelle: Réponses Enjeux Politiques Immédiats.." Document OIT. https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_protect/---protrav/---travail/documents/briefingnote/wcms_743623.pdf

⁷ ONU Femmes. (2017). Progrès des Femmes en Amérique Latine et dans les Caraïbes 2017:: Transformer les Economies pour Appliquer les Droits.

B) Protection Sociale

Aide sociale

- *Aide au revenu/revenu de remplacement* - L'aide au revenu est particulièrement nécessaire pour les femmes (pas seulement pour le foyer ou le chef de famille) qui sont plus susceptibles d'occuper un emploi mal payé, à temps partiel et précaire, les travailleurs indépendants informels ou qui ne sont pas sur le marché de l'emploi.
- *Allocations familiales et de garde d'enfant* - Les femmes assument la responsabilité principale en matière de bien-être affectif et physique des enfants et ont une plus forte propension à assurer le bien-être de leurs enfants. Les allocations familiales et de garde d'enfant aident les femmes à remplir ce rôle.

Couverture sociale

- *Couverture santé* - Les femmes sont moins susceptibles d'occuper des emplois qui offrent une couverture santé dans les pays où l'assurance est liée à l'emploi, et sont plus susceptibles de se trouver dans l'emploi informel, ce qui par définition exclut toute protection sociale et légale.
- *Allocations de chômage et prestations de maladie* - Les allocations de chômage et les congés maladie payés sont les ingrédients essentiels de tout plan budgétaire conçu pour s'assurer que le fardeau de la crise ne repose pas de manière disproportionnée sur les femmes. Les femmes occupent de manière disproportionnée les emplois qui ne donnent pas droit à l'assurance chômage dans les pays développés, ce qui impose un réexamen des bénéficiaires pour que les travailleuses aient un traitement équitable. En ce qui concerne le congé maladie payé, les travailleurs essentiels mal payés risquent de ne pas avoir droit au congé maladie payé, ce qui leur fait courir des risques et contribue à la propagation des infections.

C) Santé

- *Soins de santé génésique* – La fonction reproductrice des femmes en matière de procréation des enfants les rend vulnérables aux crises économiques et sociales si leur accès aux soins pré- et postnataux et aux soins de santé génésique sont limités.
- *Violences domestiques* – L'isolement et le stress au sein du foyer contribuent à une augmentation des violences domestiques. Les premiers rapports indiquent que, depuis le début des restrictions de mobilité dues à la COVID-19, les violences domestiques ont augmenté de 30 pourcent.⁸
- *Travailleurs essentiels* – Les femmes représentent la majorité des travailleurs "essentiels" en présence du public qui sont les plus exposés au contact social. Cette catégorie comprend les personnels de santé, de surveillance et les vendeurs/caissières en magasin de vente au détail. Les travailleurs essentiels du secteur des services occupent souvent des emplois mal payés sans protection sociale ni avantages. En outre, leurs conditions de travail peuvent être dangereuses si leurs employeurs ne leur ont pas fourni des équipements personnels de protection appropriés et n'ont pas respecté les normes de santé et de sécurité permettant de faire face à l'épidémie sur le lieu de travail.
- *Travailleurs migrants* – Dans certains cas (par ex. dans les abattoirs aux USA, dans les projets de construction dans les états du Golfe), les travailleurs migrants internationaux peuvent être forcés à travailler dans des conditions de travail dangereuses. Ils sont particulièrement en danger et vulnérables parce que, en plus du fait qu'ils travaillent sans normes de sécurité et de santé adéquates sur leur lieu de travail, ils manquent souvent de protection sociale comme l'assurance santé. Ils vivent souvent également dans des logements surpeuplés, ce qui augmente le risque de contracter la COVID-19.

⁸ ONU Femmes. (2020). "Document d'Information: COVID et Fin des Violences faites aux Femmes et aux Filles." <https://www.unwomen.org/-/media/headquarters/attachments/sections/library/publications/2020/issue-brief-covid-19-and-ending-violence-against-women-and-girls-en.pdf?la=en&vs=5006>

- *Femmes de couleur ou appartenant à tout groupe ethnique racial inférieur au sein des pays* – Cette catégorie est plus vulnérable en raison du “vieillissement” – l’usure rapide du corps en raison du stress lié à la pauvreté et au racisme social, économique et environnemental.
- *Femmes des quartiers pauvres (barriadas, favelas, townships)* – En raison des conditions de logement, les femmes de ces quartiers n’ont pas la possibilité de s’isoler, ni leurs familles. Un grand nombre d’entre elles s’impliquent dans des réseaux d’aide à la communauté qui fournissent de la nourriture (soupes populaires) et des soins à autrui, souvent sans porter d’équipements de protection.

D) Sécurité alimentaire

- *Genre et accès à la nourriture* – Dans un certain nombre de pays, les normes sociales font que les femmes se retrouvent en bout de file lorsqu’elles font la queue pour avoir de la nourriture, ce qui fait qu’elles sont victimes de la faim et qui compromet leur santé. Les femmes doivent également s’assurer que leurs enfants aient accès à la nourriture dans certains pays et le pouvoir de négociation réduit des femmes au sein du foyer rejaillit également sur la santé des enfants. Les mesures de sécurité alimentaire doivent concerner en priorité l’accès des femmes à la nourriture et, par conséquent, celui des enfants.
- *Enfants victimes de la faim* – Les enfants sont particulièrement vulnérables aux pénuries de nourriture en ce qui concerne leur impact sur leur développement cérébral et leur état général. De nombreuses écoles qui avaient des programmes alimentaires ont fermé, ce qui aggrave les problèmes de la faim chez les enfants.
- *Production agricole* – La production agricole s’est interrompue en raison de la COVID et les petits agriculteurs en particulier sont dans l’impossibilité de continuer à produire car leurs revenus chutent, en raison d’un manque de ressources leur permettant d’acheter les intrants agricoles. Ceci aggrave l’insécurité alimentaire et aboutit potentiellement à des pénuries qui se traduisent par une augmentation des prix alimentaires.

E) Infrastructures publiques et Logement

- *Transport et mobilité*
 - *Transports en commun* – Les femmes sont plus susceptibles de prendre les transports en commun que les hommes. Ceci est dû aussi bien aux normes liées au genre qu’à la situation économique plus faible des femmes. Des transports en commun sûrs et fiables pendant toute la durée de la COVID peuvent constituer un facteur d’égalité entre les sexes.
 - *Mobilité* – Les normes culturelles de certains pays entravent la mobilité des femmes. Cependant, leur mobilité est également réduite en raison du risque de violence dans l’espace public.

- *Assainissement et eau potable*
 - *Rôles sexospécifiques dans le travail non rémunéré* – Pendant la pandémie de la COVID, le manque d'accès à l'eau potable peut aggraver la propagation de la maladie. Les obligations de soins à autrui qui incombent aux femmes leur imposent de trouver de l'eau potable pour la famille, activité intensive qui entraîne des risques associés à la mobilité des femmes en plus de ses effets sur le corps des femmes et sur le temps qu'elles consacrent à des activités économiquement rémunératrices. La pénurie d'eau potable peut donc augmenter le temps que les femmes consacrent aux soins de leurs proches et en même temps, risque d'augmenter la propagation de la maladie car le temps que passent les femmes à soigner leurs proches malades est en augmentation.
- *Dépenses d'infrastructures sociales*
 - *Infrastructures sanitaires* – Depuis de nombreuses années, l'investissement public en lits d'hôpitaux et autres infrastructures du secteur de la santé est en baisse. Le résultat c'est que les infrastructures sanitaires publiques sont inadaptées en général et surtout en période de crise, lorsque les systèmes de santé sont beaucoup plus sollicités.
 - *Garde d'enfants* – Les fermetures d'écoles et de crèches se traduisent par une augmentation du temps consacré à s'occuper des enfants à la maison. Ceci est particulièrement difficile pour les parents et ceux qui s'occupent des enfants qui ne peuvent pas cesser de travailler (car ils ont de faibles revenus, parce que les employeurs exigent qu'ils viennent travailler sous peine de perdre leur emploi, ou parce qu'ils font du télétravail), charge qui incombe aux femmes de manière disproportionnée.
- *Logement*
 - *Perte de logement* – En tant que parents isolés, les femmes font face à de grandes difficultés pour assurer un toit à leurs enfants et à elles-mêmes. Leurs faibles salaires associés à leurs maigres économies font qu'il leur est impossible de garder leur logement si elles ne peuvent pas payer leur loyer ou rembourser leurs emprunts.
 - *Logement provisoire* – La mise en quarantaine des personnes du foyer contaminées les oblige à avoir accès à un logement provisoire. L'absence de cette possibilité fait que le virus aura plus de chances de contaminer les autres membres de la famille, ce qui alourdit le travail que les femmes consacrent aux soins d'autrui et augmente les risques sanitaires qu'elles encourent.

► III. Programmes de Stabilisation Fiscale et de Relance Budgétaire

Les gouvernements ont réagi à la pandémie en imposant des mesures de santé publique, notamment le confinement qui s'est traduit par une forte baisse de la demande globale et une chute vertigineuse de l'emploi et des heures de travail. A la différence des crises précédentes, l'objectif de la politique budgétaire dans cette première phase de la pandémie de la COVID-19 n'est pas de remettre les gens au travail. Au contraire, l'objectif consiste à maintenir les entreprises et les ménages solvables jusqu'à ce que les économies puissent repartir et/ou qu'un vaccin soit trouvé. Pour cette raison, il peut être utile d'envisager les dépenses budgétaires faites dans la première phase de cette crise comme une politique de stabilisation permettant de remplacer le revenu, plutôt que comme une politique destinée à stimuler les dépenses des ménages et des entreprises. Lorsque les économies redémarreront, très probablement à un rythme ralenti, les dépenses gouvernementales prendront la forme d'une relance budgétaire visant à encourager les ménages à consommer de nouveau et les entreprises à embaucher. Ainsi, la politique budgétaire doit s'adapter de manière souple à l'impact de la COVID sur l'économie au fur et à mesure que la menace économique diminue (ou réapparaît).

Indépendamment du fait de savoir si les objectifs politiques consistent à remplacer le revenu ou à stimuler les dépenses du secteur privé, les gouvernements risquent d'être dans l'obligation d'emprunter pour financer les politiques budgétaires

suffisamment importantes exigées par cette crise. Le Fonds Monétaire International (FMI) prévoit, par exemple, que la pandémie entrainera une diminution de 6,6 pour cent de la croissance économique en 2020 dans les économies développées et de 1,0 pour cent dans les économies émergentes et en voie de développement. Ceci repose sur l'hypothèse d'un assouplissement progressif des mesures de confinement dans le courant du deuxième semestre de 2020.⁹ Les prévisions pour chacune des économies en voie de développement varient fortement, cependant, le PIB de l'Afrique du Sud devrait baisser de 5,8 pour cent en 2020, contre seulement 1,6 pour cent dans toute l'Afrique Subsaharienne. L'OCDE prévoit, en revanche, une baisse de 2 pour cent du PIB chaque mois où les mesures de confinement seront en vigueur.¹⁰ Les baisses les plus importantes sont prévues dans le secteur des services: logement et services alimentaires; commerce de gros et de détail; les arts et la culture; et les transports. Le secteur de la fabrication va être durement touché également, et à un degré moindre, la construction.¹¹

Ces estimations donnent une indication de l'importance des dépenses budgétaires nécessaires au cours des mois à venir. Les données relatives aux crises précédentes montrent que les pays qui ont mis en place les programmes de relance les plus importants ont connu une reprise plus rapide et plus forte, en termes de revenu et d'emploi.¹² Les économies développées ont une enveloppe budgétaire plus large pour couvrir les déficits (grâce à l'emprunt) que les pays pauvres. Ceci est dû au fait que ces pays peuvent emprunter dans leur propre monnaie et que leurs banques centrales peuvent leur faciliter la procédure en rachetant la dette du gouvernement. En outre, leurs monnaies sont généralement plus demandées, ce qui réduit les risques d'emprunt sur le marché conduisant à des pénalités sur les taux d'intérêt ou à une fuite des capitaux.

Les pays à faible revenu font face à plusieurs chocs en plus de la pandémie: une chute brutale des exportations, une baisse considérable du prix des marchandises, des coûts d'emprunt plus élevés sur les marchés financiers. Ils disposent également d'une enveloppe budgétaire bien inférieure pour emprunter par rapport aux pays riches. Des fuites de capitaux très importantes depuis les économies émergentes, une baisse des recettes liées aux impôts directs, indirects et commerciaux, la crainte d'être dégradées par les agences de notation, ainsi qu'une charge déjà élevée et insoutenable de la dette extérieure limitant l'enveloppe budgétaire disponible dans les économies les plus développées pour mettre en place des mesures d'atténuation de la crise à court terme, et des mesures de redressement économique à long et moyen terme. En conséquence, leur capacité de réagir à la crise dépendra dans une large mesure des décisions des grands organismes financiers internationaux et des donateurs bilatéraux. Les pays du G-20 ont suspendu les paiements du service de la dette pour 2020 pour les pays à faible revenu, ce qui libèrera une enveloppe budgétaire de \$20 milliards pour ces pays.¹³ Ceci est loin d'être suffisant. L'Afrique subsaharienne à elle seule a besoin d'un soutien budgétaire de \$100 milliards, dont les intérêts s'élèvent pour 2020 à \$44 milliards.¹⁴ Les organisations de développement bilatérales et multilatérales envisagent également la possibilité d'alléger la dette ou d'une aide étrangère. En raison de ces difficultés, les Nations Unies demandent que l'allègement de la dette soit une priorité. Le CNUCED demande que la dette des pays en voie de développement soit allégée de \$1 trillion.¹⁵

Même si la fluidité des mesures de politique budgétaire fait qu'il est impossible de dire avec précision quelle sera l'importance des plans budgétaires, nous pouvons faire quelques observations. Un examen des plans de relance

⁹ FMI. (2020). Perspectives Economiques Mondiales. <https://www.imf.org/en/Publications/WEO/Issues/2020/04/14/weo-april-2020>

¹⁰ OCDE. (2020). "Evaluation de l'Impact Initial de la COVID-19 Mesures prises pour l'Activité Economique." <http://www.oecd.org/coronavirus/policy-responses/evaluating-the-initial-impact-of-covid-19-containment-measures-on-economic-activity-b1f6b68b/#figure-d1e231>

¹¹ OIT. (2020). "Contrôle de l'OIT: COVID-19 et le Monde du Travail." https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dqreports/---dcomm/documents/briefingnote/wcms_740877.pdf

¹² Blyth, M. (2013). *Austerité: L'Histoire d'une Idée Dangereuse*. Oxford University Press.

¹³ Wainer, A., S. Gupta, and M. Plant. (2020). "Quand on Crée une Enveloppe Budgétaire pour la COVID-19 dans les Pays en Voie de Développement, il Faut Consulter la Société Civile." <https://www.cgdev.org/blog/while-creating-fiscal-space-covid-19-developing-countries-be-sure-consult-civil-society>

¹⁴ CENUA. (2020). "Les Ministres des finances Africains demandent une réponse coordonnée à la COVID-19 pour atténuer ses effets négatifs sur les économies et la société." <https://www.uneca.org/stories/african-finance-ministers-call-coordinated-covid-19-response-mitigate-adverse-impact>

¹⁵ Il convient de noter que l'appel de la CNUCED pour un allègement de la dette ne se limite pas aux économies très pauvres et petites. CNUCED (2020). "Le Choc du Coronavirus: Histoire d'une Autre Crise Mondiale Prévue et ce que Doivent Faire les Décideurs Politiques pour y Remédier." *Mise à Jour du Rapport sur le Commerce et le Développement*.

budgetaire dans les pays en voie de développement montre que, au moment où ces lignes sont écrites, l'importance des plans de relance budgétaire varie considérablement dans les pays en voie de développement (de 0,5 pour cent en Afghanistan à 10,0 pour cent du PIB en Afrique du Sud).¹⁶ En revanche, au Japon, le plan budgétaire s'élève à 21% du PIB. Le montant de ces plans a des implications pour les femmes dans la mesure où il détermine le volume de dépenses disponibles pour investir dans l'égalité hommes-femmes sur les aspects cités ci-dessus.

L'importance de ces plans sera nécessairement propre à chaque pays parce que la nature de la crise économique et sanitaire varie en fonction des pays. Les plans de relance devront également être calibrés en fonction de l'écart de production (entre production potentielle et réelle) qui résulte de la crise. Pour un effet maximal, les plans budgétaires doivent provenir de nouvelles affectations, plutôt que d'une redistribution des budgets existants. Certains pays et certaines agences de développement ont choisi de redistribuer les fonds des budgets existants. Par exemple, l'Afrique du Sud et l'Inde ont mis en place des plans budgétaires redistribuant des fonds. Quand le financement repose sur une redistribution, l'impact des plans budgétaires sur la demande globale et l'emploi sera moindre. Dans le cas où les pays n'ont pas l'enveloppe budgétaire suffisante ou le soutien extérieur pour éviter des redistributions, les réductions dans d'autres domaines doivent donc être bien ciblées. Ces pays doivent envisager de suivre des objectifs prioritaires qui guident leurs réductions. Par exemple, ils doivent s'assurer au minimum que les inégalités n'augmentent pas (et, idéalement qu'elles se réduisent) et que des dispositions pour faire face aux changements climatiques soient prioritaires et que le financement de ces mesures ne soit pas soumis à des coupes budgétaires.

Il convient de noter que les plans budgétaires comprennent un soutien budgétaire direct (exonérations fiscales et réductions des dépenses) ainsi que des prêts au secteur public, des subventions et des garanties de prêt. Même si la part des plans affectée à la dépense aura un effet multiplicateur, en favorisant la demande globale et l'emploi, l'impact économique des prêts et des subventions dépend du montant qui sera affecté et dépensé par les bénéficiaires ciblés. Quant à savoir s'il faut tenir compte de l'importance du plan budgétaire, cela est discutable. Les garanties de prêt peuvent exposer les gouvernements à des risques si les garanties sont demandées tardivement. En revanche, elles n'alourdissent pas les charges sur les budgets annuels et ont donc des conséquences différentes sur les finances publiques à court terme par rapport aux mesures de dépense, de prêt et de subvention.

Pour limiter l'épuisement des finances publiques, les mesures d'exonération fiscale dans les pays à faible revenu peuvent se réduire à des aides ciblées sur les ménages à revenu faible et intermédiaire et les petites et moyennes entreprises. En revanche, les réductions d'impôts généralisées risquent de priver des recettes nécessaires pour financer les dépenses relatives au système de santé et à la COVID. Les réductions généralisées des taux d'imposition pour les ménages et les entreprises sont toutes mal adaptées à la crise actuelle. Les entreprises disposent de beaucoup plus de bénéfices non répartis qui leur permettent d'affronter la crise, de même que les ménages à haut revenu.

Pour les pays pauvres qui n'ont pas l'enveloppe budgétaire ou l'aide extérieure nécessaire pour mettre en place des plans de relance d'envergure, ils peuvent chercher des sources alternatives de revenu. Les impôts de solidarité—impôts provisoires et redistributifs à la charge des catégories à haut revenu—répondent à l'objectif de partager le poids de la crise en réduisant les inégalités et en créant une enveloppe budgétaire. Il peut y avoir d'autres sources viables de recettes fiscales, comme l'impôt sur la fortune ou sur les successions, qui peuvent être également recherchées.¹⁷ Une taxe carbone ou écologique peut également être envisagée, avec pour objectif la réduction du réchauffement climatique, ainsi que des budgets visant à atténuer les effets de la crise économique et sanitaire. Un impôt sur les activités transfrontalières et les avoirs offshore peut apporter de nouvelles recettes. Ceci demande une augmentation de la coopération fiscale internationale, notamment le soutien et la participation active des économies développées pour encourager de nouvelles réformes. Parmi les autres mesures possibles figure l'imposition des revenus supplémentaires générés par la crise. Ce système de récupération fiscale pourrait être conçu pour remplir des objectifs de répartition comme celui de réduire les inégalités.

¹⁶ Instrument de suivi Politique du FMI, <https://www.imf.org/en/Topics/imf-and-covid19/Policy-Responses-to-COVID-19#S>. Consulté le 26 Mai 2020.

¹⁷ Landais, C., E. Saez, and G. Zucman. (2020). "Un Impôt Progressif Européen sur la Fortune pour Financer la Réponse Européenne à la COVID." Vox CEPR Policy Portal. <https://voxeu.org/article/progressive-european-wealth-tax-fund-european-covid-response>

En plus de la politique budgétaire, les gouvernements peuvent mettre en œuvre des politiques monétaires expansionnistes (en réduisant le taux d'intérêt directeur) et avoir recours aux interventions des banques centrales pour compléter les mesures fiscales. De nombreuses banques centrales ont de fait déjà abaissé leurs taux d'intérêt.¹⁸ Certains pays, dont le Sri Lanka, ont annoncé un moratoire sur le remboursement de la dette pour des secteurs spécifiques.¹⁹ Parmi les mesures supplémentaires qui ont été prises figurent une réduction du taux de réserve et des obligations de fonds propres, des garanties de prêt et des prêts ou subventions directs aux entreprises ou aux gouvernements.

La volonté des banques centrales d'adopter des politiques monétaires alternatives peut avoir un impact significatif sur leur efficacité pour répondre à la crise économique. Les garanties de prêt par exemple peuvent inciter les banques privées à prêter de l'argent à des secteurs ou des catégories stratégiques, comme les PME, les femmes chefs d'entreprises et les agriculteurs. Ces garanties diminuent l'exposition au risque des banques privées et leur permettent de réduire les coûts facturés aux emprunteurs. En outre, les garanties de prêt peuvent fournir une garantie de remplacement, faciliter l'accès au crédit et potentiellement faire passer les entreprises informelles dans le secteur formel.

Un autre outil que les banques centrales peuvent utiliser, ce sont les coefficients de réserves obligatoires (CRO). Dans ce cas, les CRO imposent aux banques privées de réserver une certaine proportion de leurs prêts à des domaines hautement prioritaires ou de réserver une proportion identique de la totalité de leurs actifs sur des comptes de réserve non productifs d'intérêt. Il s'agit d'une méthode flexible supplémentaire pour orienter le crédit sur les secteurs prioritaires.

En résumé, les politiques de crédit des banques centrales peuvent orienter les flux de crédit sur différents secteurs de l'économie, notamment les organismes de microfinancement et les PME – qui jouent un rôle crucial pour assurer l'emploi des femmes et leur accès à la finance. De plus, comme cela a été noté ci-dessus, les banques centrales peuvent émettre des directives (et certaines l'ont déjà fait) qui demandent aux organismes de prêt d'accorder un moratoire sur la dette à tous les emprunteurs, notamment aux entreprises dirigées par des femmes. Conformément à l'appel à l'action lancé par le Secrétaire Général, il est conseillé à ONU Femmes, à l'OIT et aux partenaires de développement de plaider pour des politiques macroéconomiques qui augmenteront l'enveloppe budgétaire permettant d'investir sur les femmes et garantissant que de telles politiques tiennent compte du genre.

► IV. Évaluation des Programmes de Stabilisation Fiscale et de Relance Budgétaire du Point de Vue de l'Égalité des Sexes

Une étude des plans de relance budgétaire mis en place par les différents pays montre que nombreux sont ceux qui ont ciblé des domaines cruciaux pour atténuer/minimiser l'impact sur les catégories vulnérables, notamment les ménages pauvres et pris des mesures qui favorisent la reprise économique. Ce qui est moins clair c'est la façon dont ces mesures spécifiques apportent un soutien aux femmes et aux filles, et à l'égalité hommes femmes. Dans ce contexte, cinq domaines politiques sont particulièrement importants: les Moyens d'Existence; la Protection Sociale; la Santé; la Sécurité Alimentaire; et les Infrastructures Publiques et le Logement. Cette partie fournit des directives sur les questions clés à se poser et identifie les indicateurs qu'il est possible d'utiliser pour évaluer les plans de relance budgétaire du point de vue de l'égalité des sexes. Ces indicateurs sont de deux types: ceux qui sont liés aux dépenses, mesure quantitative, et ceux qui sont liés aux déclarations politiques et réglementaires, mesure qualitative.

¹⁸ Instrument de Suivi Politique de l'IMF, *Ibid.*

¹⁹ Instrument de Suivi Politique de l'IMF, *Ibid.*

A. Moyens d'existence

1. Emploi et Politiques du Marché du Travail

La crise économique associée à la COVID-19 risque d'affecter de manière disproportionnée les femmes sur le marché du travail. Actuellement, les femmes représentent 70 pour cent des travailleurs du secteur social et de la santé dans le monde (notamment l'éducation, les services aux particuliers et l'hôtellerie-restauration). Les femmes sont également fortement représentées dans l'export et le secteur manufacturier à forte intensité de main-d'œuvre (comme le secteur du vêtement, l'électronique, le textile). De plus, une majorité de femmes dans les pays en voie de développement travaillent dans l'économie informelle. Les jeunes femmes constituent une population particulièrement vulnérable dans ce contexte: on estime qu'à l'échelle mondiale, 77 pour cent de jeunes travaillent dans le secteur informel et ce pourcentage est encore plus élevé pour les jeunes femmes dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire.²⁰

La répartition des femmes sur le marché du travail est propre à chaque pays. Étant donné la concentration sectorielle/professionnelle des femmes ainsi que leur statut professionnel, la question générale qui se pose est de savoir si les plans de relance budgétaire comprennent des mesures spécifiques visant à combattre les effets de la crise sur l'emploi et les conditions de travail des femmes. En plus des politiques budgétaires qui ont un coût qui leur est associé, un ensemble de mesures réglementaires peuvent également soutenir l'emploi. Par exemple, accorder des prêts aux entreprises à condition qu'elles conservent leurs employés est une condition qui "ne coûte rien" au gouvernement mais cette obligation peut augmenter l'impact des fonds destinés à aider les entreprises.

Indicateurs quantitatifs

L'évaluation des plans de relance budgétaire en ce qui concerne leur prise en compte du genre dans la réponse qu'ils apportent aux effets de la crise sur l'emploi exige plusieurs types d'information:

- *Des données sur l'emploi ventilées selon le sexe par secteur et profession* – Quels sont les secteurs et types d'emploi (c'est-à-dire formel ou informel, salariés ou indépendants, contrat fixe ou informel) dans lesquels les femmes sont très présentes?
- *Effets sur l'emploi sectoriel/professionnel de la crise économique* – Quels secteurs et professions ont connu la plus forte augmentation du chômage dans cette crise? S'agit-il de secteurs/professions dans lesquels les femmes sont très présentes?
- *Soutien direct aux chômeurs* – Quel pourcentage des plans de relance est affecté à soutenir le revenu des chômeurs?
- *Subventions salariales* – Quel pourcentage des plans de relance est consacré à des subventions salariales aux entreprises afin de réduire l'augmentation du chômage et retenir les salariés? Les plans de relance doivent être évalués pour déterminer si les secteurs et professions majoritairement occupés par les femmes bénéficient de subventions salariales.
- *Programmes d'emplois publics/de garantie de l'emploi* – Quel pourcentage du plan de relance est consacré à des programmes d'emploi public/ de garantie de l'emploi? Combien d'emplois seront créés grâce à ces programmes?
- *Politiques actives du marché du travail* – Quel pourcentage du plan de relance est consacré à couvrir le coût des politiques actives du marché du travail comme les aides permettant aux salariés de trouver un emploi ou de le conserver?

²⁰ ILO. (2020). "Lutter contre l'Exclusion du Marché du Travail: Faire Face à la Crise de l'Emploi des Jeunes causée par la COVID-19." Dossier Politique de l'OIT. https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/--ed_emp/documents/publication/wcms_746031.pdf

Indicateurs politiques/réglementaires

- *Durée des allocations chômage et admissibilité* – Est-ce que les allocations de chômage sont prévues pour durer pendant toute la période de chômage élevé? Est-ce que les restrictions d'admissibilité aux allocations de chômage ont été assouplies? (Par exemple, dans certains pays, les critères d'admissibilité d'avant la COVID exigeaient qu'une personne soit en recherche active d'emploi. Est-ce que cette obligation a été suspendue?)
- *Couverture des travailleurs informels* – Est-ce que les allocations de chômage et les indemnités de remplacement de revenu ont été étendues au secteur informel, aux travailleurs indépendants, aux travailleurs à temps partiel et aux travailleurs freelance (comme les artistes et les musiciens)?
- *Partage du travail* – Est-ce que le gouvernement encourage une réduction du temps de travail (partage du travail) afin de répartir les effets négatifs de la crise sur l'emploi?
- *Prime de risque* – Est-ce que les plans de relance budgétaire financent le paiement de primes de risque pour les travailleurs essentiels qui sont face au public?
- *Conditions d'admissibilité au congé maladie payé* – Est-ce que le congé maladie payé a été étendu aux travailleurs qui n'y avaient pas droit précédemment?
- *Services de formation et d'emploi* – Est-ce que le plan de relance prévoit des aides pour que les entreprises améliorent la formation et l'acquisition de compétences et est-ce que les femmes ont une égalité d'accès à ces formations? Est-ce que les plans de relance comprennent des services pour l'emploi (c'est-à-dire une aide à la recherche d'emploi, aux relocalisations)?
- *Sécurité sur le lieu de travail* – Est-ce que les employeurs sont tenus de fournir des équipements personnels de protection aux travailleurs qui sont face au public et sur le lieu de travail? Est-ce que les secteurs et professions à dominante féminine sont couverts par ces obligations? Est-ce que des directives pour les tests et les bonnes pratiques sur le lieu de travail ont été rédigées et diffusées aux entreprises?
- *Conditionnalités* – Est-ce que l'accès des entreprises aux aides gouvernementales est soumis à l'obligation pour les entreprises d'étendre la couverture des congés maladie payés ou de payer les réductions du temps de travail pour permettre des travaux de soin à autrui non rémunérés? Est-ce que le gouvernement a fixé comme condition que les employeurs conservent leurs employés pour avoir droit à des subventions salariales financées par le gouvernement?

► Emploi et Politiques du Marché du Travail

Indicateurs quantitatifs	Indicateurs politiques/réglementaires
• Impact de la crise sur l'emploi des femmes	• Allocations chômage – durée et élargissement des critères d'admissibilité
• Aides au revenu	• Couverture de l'aide au secteur informel
• Subventions salariales	• Partage du travail
• Emploi public	• Prime de risque
• Politiques actives du marché du travail	• Admissibilité au congé maladie payé
	• Services de formation et d'emploi
	• Conditionnalités

2. Aides aux entreprises

Les mesures d'aide et de renflouement gouvernementales doivent répondre aux besoins des entreprises grandes et moyennes, mais également des petites et microentreprises où les femmes chefs d'entreprises sont susceptibles d'être plus représentées et, de manière plus générale, des secteurs dans lesquels se concentre l'emploi des femmes. Les indicateurs qui suivent peuvent servir pour évaluer les plans de relance afin d'apporter aux entreprises un soutien prenant en compte l'égalité hommes femmes.

Indicateurs quantitatifs

- *Aides pour couvrir les coûts fixes* – Identifier le pourcentage d'aides aux entreprises qui servent à couvrir les coûts fixes comme les dépenses de fonctionnement et les loyers.
- *Soutien aux PME* – Identifier le pourcentage d'aides (prêts) aux entreprises qui ciblent les petites et microentreprises et les entreprises dirigées par des femmes ou des membres des minorités (DFM). Est-ce que la part réservée aux entreprises DFM est proportionnelle à la part d'entreprises nationales qui sont DFM?
- *Soutien aux entreprises dans les secteurs à dominante féminine* – Quel est le pourcentage du soutien financier apporté aux entreprises des secteurs où les femmes sont très présentes?

Indicateurs politiques/règlementaires

- *Garanties de prêt* – est-ce que des garanties de prêt sont proposées pour inciter les banques privées à faire des prêts aux PME et DFM à taux réduit?
- *Subventions* – Existe-t-il des conditions selon lesquelles les prêts peuvent être transformés en subventions aux PME et DFM?
- *Réductions/suspensions des taxes* – Est-ce que le gouvernement a mis en place des exonérations de taxes temporaires pour les entreprises ainsi que d'autres contributions sociales telles que la sécurité sociale pour les PME?
- *Restrictions en matière d'utilisation des fonds* – Est-ce que les employeurs ont l'interdiction d'utiliser les aides / prêts gouvernementaux pour payer des primes, racheter des actions, financer les augmentations de salaires des personnels d'encadrement et de supervision? Est-ce que les employeurs ont l'interdiction de renvoyer les employés qui ne peuvent pas travailler pour raisons de santé, y compris quand il s'agit de prendre soin des membres de leur famille malades?

► Aides aux entreprises

Indicateurs quantitatifs	Indicateurs politiques / réglementaires
• Aides pour couvrir les coûts fixes	• Garanties de prêt
• Soutien aux PME et DFM	• Garanties de prêt
• Soutien aux entreprises des secteurs à dominante féminine	• Réductions/suspensions des taxes
	• Restrictions en matière d'utilisation des fonds

B. Protection Sociale

La protection sociale fait référence à l'ensemble des politiques et programmes destinés à réduire et lutter contre la pauvreté et la vulnérabilité tout au long de la vie.²¹ La protection sociale se divise en trois catégories: l'assistance sociale (qui repose sur des programmes non contributifs), l'assurance sociale (financée par des programmes contributifs) et les protections sur le marché du travail (comme l'assurance chômage).²² Nous examinons les deux premières ici et nous renvoyons le lecteur à la partie qui traite des moyens d'existence pour la présentation des protections sur le marché du travail.

²¹ Ces dernières années, des économistes féministes ont commencé à qualifier certains types de protection sociale comme des investissements dans les *infrastructures sociales*. Les dépenses pour l'éducation de la petite enfance, l'éducation et la santé, par exemple, contribuent à l'amélioration de la productivité et des revenus dans l'ensemble de l'économie. Ce type de dépenses est un investissement plutôt qu'une forme de simple consommation. Comme les revenus augmentent par suite des investissements sur les personnes, davantage de ressources sont générées au niveau de l'état pour payer ces dépenses. En fait, ces dépenses créent une enveloppe budgétaire à moyen terme. De plus les investissements sur les personnes "attirent" la dépense du secteur privé parce qu'ils améliorent la productivité du travail.

²² Les dépenses de santé font également partie de la protection sociale. Cependant, ce sujet est abordé dans la partie suivante.

Le renforcement de la protection sociale a constitué un élément clé de la plupart des plans de relance budgétaire pour atténuer les conséquences à court terme pour les ménages de la perte de revenus due à l'augmentation brutale du chômage et à l'interruption des activités. Malgré les progrès considérables qui ont été faits au cours des deux dernières décennies, les inégalités entre les hommes et les femmes sont encore très fréquentes.²³ Même lorsque les femmes sont relativement bien protégées, leur niveau de prestation a tendance à être inférieur à celui des hommes. Comme les femmes sont encore fortement désavantagées sur le marché du travail par rapport aux hommes et qu'elles assument la plus grande part des activités de soins à autrui et des tâches domestiques non rémunérées, elles font face à des difficultés particulières dans les systèmes fondés sur l'assurance dans lesquels les avantages reposent essentiellement sur la trajectoire professionnelle du travailleur (même si ces systèmes peuvent être et ont déjà été réformés pour être plus inclusifs et égalitaires). Ceci met en lumière l'importance des programmes d'assistance sociale, notamment les prestations en espèces sans conditions et les programmes d'aide à l'enfance, pour soutenir le revenu des femmes en période de crise.

La crise de la COVID-19 a également mis en évidence des lacunes considérables dans les systèmes de protection sociale pour les travailleurs informels, qui souvent sont considérés comme pas "suffisamment pauvres" pour avoir droit à l'assistance sociale et sont pourtant dans l'incapacité de contribuer régulièrement à l'assurance sociale. Ceci concerne de nombreuses femmes dans l'emploi informel (travailleurs agricoles et saisonniers, vendeurs dans les rues ou sur les marchés à leur compte, travailleurs à domicile et personnel domestique). S'agissant de l'égalité entre les sexes, il est donc crucial que les plans de relance comprennent des mesures qui étendent la couverture, améliorent l'adéquation des prestations et simplifient les règles d'admissibilité pour les femmes occupant des emplois informels ainsi que pour celles qui sont en dehors du marché du travail et accomplissent un travail de soin à autrui et des tâches domestiques non rémunérés.

Dans ce contexte, plusieurs pays ont déjà pris des mesures allant dans la bonne direction. De nombreux pays accordent des prestations en espèces aux travailleurs informels, notamment l'Argentine, la Bolivie, la Jordanie, la Namibie et la Thaïlande où les nouvelles prestations en espèces ciblent tous ceux qui sont au chômage et qui ne sont pas inscrits à la sécurité sociale ou aux systèmes d'allocations.²⁴ De telles modifications sont nécessaires pour garantir des dépenses équitables envers les femmes dans les plans de relance budgétaire. Même si de nombreux gouvernements ont souligné le fait que ces mesures sont provisoires, les investissements à long terme dans des systèmes de protection sociale universels, favorables à l'égalité entre les sexes seront essentiels pour redresser l'économie et renforcer la résistance aux chocs à long terme.

Les questions et indicateurs qui suivent peuvent servir à évaluer si les mesures de protection sociale dans le contexte des plans de relance budgétaire répondent aux besoins de soutien différencié des femmes. Comme pour la partie ci-dessus, ces questions exigeront de collecter des données sur le(s) plan(s) de relance budgétaire avec des éléments ventilés ainsi que des données/analyses du statut des femmes et des hommes dans l'économie de chaque pays (c'est-à-dire l'emploi par secteur et taille d'entreprise, statut dans l'emploi formel/informel, professions féminisées dans l'économie formelle et informelle), et des données ventilées par sexe sur la couverture des systèmes de protection sociale existants.

1. Assistance Sociale

L'assistance sociale recouvre un large éventail de politiques qui fournissent un revenu et d'autres ressources aux familles et catégories vulnérables. La conception des programmes d'assistance sociale déterminera si les femmes sont correctement protégées et si cette conception permet aux femmes de s'acquitter de leurs obligations de soins à autrui.

Avant même la pandémie, les femmes, à l'échelle mondiale, accomplissaient plus de deux fois plus de travail de soin à autrui non rémunéré que les hommes. En raison des fermetures d'écoles, de crèches et de services sociaux, et comme elles s'occupent des personnes âgées, des enfants, des personnes malades et dépendantes au sein du foyer, les femmes

²³ Conseil Economique et Social des Nations Unies. (2018). "Systèmes de Protection Sociale. Accès aux Services Publics et aux Infrastructures Durables pour l'Égalité des Sexes et l'Autonomisation des Femmes et des Filles." Commission sur la Condition des Femmes 63ème session. <https://undocs.org/E/CN.6/2019/3>

²⁴ WIEGO (2020). "Réponses Gouvernementales à la COVID-19 Crisis." <https://www.wiego.org/government-responses-covid-19-crisis>

ont connu une augmentation exponentielle du travail domestique non rémunéré. Non seulement cela entraîne une réduction de leur temps libre mais peut également affecter de manière négative l'emploi des femmes et leur promotion professionnelle.

Certains pays traitent le problème de la garde des enfants. Par exemple, le Costa Rica prend en charge les frais de garde des enfants pour les travailleurs essentiels, et le Canada a instauré la gratuité des frais de garde pendant trois mois.²⁵ A long terme, les investissements dans le développement des services de garde sont essentiels non seulement pour réduire et redistribuer le travail de soin à autrui non rémunéré, mais ce sont également des leviers politiques puissants pour créer des emplois décents pour les femmes et les conditions d'une croissance résiliente, inclusive et favorable aux femmes.²⁶

En plus des éléments bien connus de l'assistance sociale tels que les prestations en espèces, en nature, les allocations familiales et les systèmes d'aide de garde d'enfants, nous incluons les formes d'assistance sociale offertes aux ménages pendant la pandémie de la COVID-19, comme les aides financières permettant de payer les factures de gaz et d'électricité et l'accès au haut débit. Il se peut que les ménages rencontrent des difficultés pour payer leurs factures de gaz et d'électricité pendant la crise à cause de la baisse de leurs revenus, les ménages à faible revenu étant les plus vulnérables. Les mesures prises pour payer les factures des services collectifs, y compris Internet, peuvent alléger une partie du fardeau lié à la crise. Dans les cas où les services sont publics, suspendre le paiement de ces services est un moyen facile d'apporter un soutien économique aux ménages. Si les services sont privés, le contrôle des prix ainsi que des mesures pour interdire la coupure des services par suite de non-paiement pendant la période de chômage élevé peut apporter une aide efficace aux familles.

Indicateurs quantitatifs

- *Prestations d'assistance sociale en espèces* – Quel pourcentage du plan de relance budgétaire est consacré à l'assistance sociale sous forme de prestations en espèces? Identifier le niveau de prestations en espèces par mois, ainsi que le montant en pourcentage du salaire de subsistance. Identifier la durée d'engagement du gouvernement pour les prestations en espèces.
- *Prestations d'assistance sociale en nature* – Identifier la part du plan de relance budgétaire consacrée à la protection sociale en nature (comme la fourniture de repas à la cantine, les bons alimentaires, vivres contre travail)?
- *Aides pour la garde des enfants* – Quel pourcentage du plan de relance budgétaire est affecté aux aides pour la garde des enfants de parents qui travaillent (notamment les travailleurs essentiels) et/ou aux aides pour les crèches?
- *Travailleurs informels* – Identifier le pourcentage de l'assistance sociale (en espèces et en nature) qui est affecté aux travailleurs informels.
- *Factures d'électricité* – Identifier le pourcentage du plan de relance budgétaire prévu pour rendre gratuits les services ou prendre en charge ces services et la durée de ces mesures.
- *Accès au haut débit* – Identifier le pourcentage du plan de relance budgétaire prévu pour couvrir les frais d'accès au haut débit (Internet) des ménages.

²⁵ Pour de plus amples renseignements, cf. Gentilini, U., M. Almenfi, P. Dale, G. Demarco, and I. Santos (2020). "Protection Sociale et Emplois pour faire face à la COVID-19: Etude en Temps Réel des Mesures prises par les Pays." Mimeo. https://www.ugogentilini.net/wp-content/uploads/2020/05/Country-SP-COVID-responses_May22.pdf

²⁶ OIT (2018). *Travail de soin à autrui et Emplois de soin à autrui: Pour l'Avenir de l'Emploi Décent*; Kim, K., I. Iplkcaracan, and T. Kaya (2017). "Investir dans les Infrastructures d'Aide Sociale et la Création d'Emplois." De Henau, J., S. Himmelweit, Z. Lapniewska, and D. Perrons (2016). "Investir dans l'Economie des Soins à Autrui: Analyse Générée des Incitations à l'Emploi dans Sept Pays de l'OCDE," Confédération Syndicale Internationale http://oro.open.ac.uk/50547/1/care_economy_en.pdf.

Indicateurs réglementaires/politiques

- *Couverture des prestations en espèces* – Est-ce que les prestations en espèces et en nature se traduisent par une augmentation des avantages et une plus grande couverture pour les catégories qui en étaient exclues auparavant?
- *Conditionnalité* – Est-ce que les prestations d'aide en espèces sont soumises à des conditions ou pas (le dernier cas est préférable ?)
- *Bénéficiaires des prestations en espèces* – Est-il prévu que les femmes au foyer touchent directement les prestations?
- *Personnes âgées et handicapées* – Est-ce que le plan de relance budgétaire prévoit des prestations en espèces pour les personnes âgées et handicapées?
- *Allocations familiales* – Est-ce que le plan de relance budgétaire prévoit une augmentation des aides pour les enfants (allocations familiales)?
- *Garde d'enfants pour les travailleurs essentiels* – Est-ce que le plan de relance budgétaire couvre les frais de garde d'enfants pour les travailleurs essentiels?
- *Approche sexospécifique de l'assistance* – Est-ce que les caractéristiques des prestations en espèces et en nature concernent les femmes de manière équitable, en fonction de leur situation dans l'économie (actives/inactives; dans l'emploi formel/informel, emploi à temps plein/à temps partiel; secteurs à dominante masculine/féminine) et de leur situation familiale/des structures du ménage (c'est-à-dire avec/sans enfants; parent isolé, veuve etc.)?
- *Exonérations fiscales/report d'imposition* – Est-ce que le plan de relance budgétaire prévoit des exonérations fiscales ou des reports d'imposition pour les travailleurs? Les chômeurs?
- *Délais de paiement* – Est-ce que le plan de relance budgétaire prévoit des délais de paiement pour les factures d'électricité?
- *Moratoires pour interruption du service* – Est-ce que les gouvernements ont interdit le débranchement des services publics en cas de défaut de paiement pendant la période de chômage intensif?
- *Contrôle des prix des services publics* – Pour les services collectifs privés, est-ce que le gouvernement a institué le contrôle des prix?
- *Accès au haut débit* – Est-ce que le plan de relance budgétaire contient des mesures permettant de couvrir les frais d'accès au haut débit pour les ménages?

► **Assistance Sociale**

Indicateurs quantitatifs	Indicateurs réglementaires / politiques
<ul style="list-style-type: none"> • Prestations en espèces 	<ul style="list-style-type: none"> • Augmentation de la couverture des prestations en espèces
<ul style="list-style-type: none"> • Prestations en nature • Aides pour la garde des enfants 	<ul style="list-style-type: none"> • Conditionnalité des prestations en espèces
<ul style="list-style-type: none"> • Travailleurs informels • Facture des services publics 	<ul style="list-style-type: none"> • Bénéficiaires des prestations en espèces • Admissibilité des personnes âgées/handicapées • Augmentation de la couverture des allocations familiales • Aides pour la garde des enfants des travailleurs essentiels • Approche sexospécifique de l'assistance • Exonérations fiscales/reports d'imposition pour les travailleurs/chômeurs? • Délais de paiement pour les factures d'électricité • Moratoires pour interruption de service • Contrôle des prix des services collectifs • Accès au haut débit

2. Assurance Sociale

Indicateurs quantitatifs

- *Couverture santé* – Identifier le pourcentage du plan de relance budgétaire prévu pour renforcer la couverture santé (comme les contributions individuelles au système national d'assurance santé) en réponse à la COVID-19.
- *Allocations chômage*²⁷ – Identifier la part du plan de relance budgétaire affectée au revenu de remplacement pour les travailleurs qui ont perdu leur emploi en raison de la COVID-19.
- *Congé maladie payé* – Identifier la part du plan de relance budgétaire affectée à la couverture du coût des congés maladie payés aux travailleurs qui n'en bénéficiaient pas auparavant.

Indicateurs règlementaires/politiques

- *Couverture de l'assurance chômage* – Est-ce que les caractéristiques du plan améliorent l'accès des femmes aux allocations chômage en fonction de leur situation professionnelle (actives/inactives; dans l'emploi formel/informel, emploi à temps plein/à temps partiel; secteurs à dominante masculine/féminine, indépendantes, freelance)?
- *Travailleurs informels* – Est-ce que les caractéristiques de l'assurance chômage s'appliquent aux professions féminines de l'économie informelle comme les employées domestiques, les travailleuses à domicile et les petites agricultrices?
- *Admissibilité au congé maladie payé* – Est-ce que les caractéristiques des éléments du plan de relance budgétaire couvrent le salaire des travailleurs qui doivent se mettre en congé parce qu'ils sont malades eux-mêmes ou certains membres de leur famille? Dans quelle mesure cette couverture, si elle existe, s'applique-t-elle aux secteurs à dominante féminine?
- *Protection en cas de conflits familiaux* – est-ce que les gouvernements interdisent la mise à pied d'employés qui doivent s'absenter de leur travail pour obligations de soin à autrui?

► Assurance Sociale

Quantitative indicators	Regulatory / policy indicators
<ul style="list-style-type: none"> • Couverture santé • Assurance chômage • Congé maladie payé 	<ul style="list-style-type: none"> • Couverture de l'assurance chômage • Assurance chômage des travailleurs informels • Bénéficiaires des prestations en espèces • Admissibilité au congé maladie payé • Extension des allocations pour enfant à charge • Protection en cas de conflits familiaux • Assistance différenciée selon le sexe • Exonérations fiscales/reports d'imposition pour les travailleurs/chômeurs

C. Santé

S'il y a bien une chose que la COVID-19 a mis en évidence, ces sont les systèmes défaillants du secteur de la santé. Les investissements publics inadaptés qui ont été réalisés pendant plusieurs décennies ont compromis la capacité des gouvernements à faire face aux problèmes clés de la santé. Pour remédier à ces défaillances et compenser l'augmentation des coûts sanitaires permettant de s'aligner sur les pays dont les systèmes de santé sont de bonne qualité, il faut augmenter les dépenses budgétaires. Il existe un risque que les dépenses affectées à la santé génésique soient réduites

²⁷ Même si la partie sur l'emploi traite de l'assurance chômage, elle figure ici également pour être sûr que cette question soit bien comprise.

en raison de considérations budgétaires ou comme moyen de limiter les droits des femmes en matière de procréation. Par conséquent, le contrôle des dépenses affectées à la santé génésique pendant cette période est important pour s'assurer qu'il n'y ait pas de régression dans ce domaine.

Enfin, l'augmentation des violences domestiques, associée au processus d'isolement social, montre qu'il est important que les gouvernements mettent en place des politiques et mesures spécifiques pour protéger les femmes ayant un partenaire violent et trouvent des méthodes innovantes permettant aux femmes de demander de l'aide.

Indicateurs quantitatifs

- *Dépenses de santé liées à la COVID* – Quel est le pourcentage des dépenses fléchées pour un accès gratuit ou subventionné à la prévention, aux tests et au traitement de la COVID-19?
- *Dépenses de santé* – Quel pourcentage des plans budgétaires est consacré aux dépenses du secteur de la santé?

Indicateurs qualitatifs

- *Couverture santé* – Est-ce que les dépenses supplémentaires de santé sont destinées à permettre un accès universel à la prévention, aux tests et au traitement de la COVID-19, notamment pour ceux qui sont mal ou pas assurés du tout?
- *Femmes et équipements personnels de protection (EPP)* – Quel pourcentage des dépenses de santé dans les plans budgétaires est consacré à la fourniture d'EPP pour les travailleurs faisant face au public?
- *Trousses d'hygiène* – Est-ce que les gouvernements fournissent des troussees d'hygiène aux familles vulnérables?
- *Santé génésique* – Est-ce que des dépenses sont affectées à maintenir la prestation des services de santé génésique et sexuelle, notamment en adaptant les modalités et les modèles de prestation des services à la situation de confinement? Est-ce que des pays ont des mesures restrictives pour permettre l'accès aux soins génésiques? Est-ce que des mesures ont été prises pour que les femmes puissent avoir accès aux soins prénataux en période de confinement?
- *Protection contre les violences domestiques* – Est-ce que des mécanismes ont été mis en place pour faciliter les dépôts de plainte lorsque les femmes sont victimes de violences domestiques? Est-ce que les gouvernements ont mis en place des mécanismes pour que les femmes et leurs enfants victimes de violences domestiques puissent se mettre à l'abri?

► Santé

Indicateurs quantitatifs	Indicateurs réglementaires / politiques
<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses liées à la COVID-19 • Dépenses de santé 	<ul style="list-style-type: none"> • Couverture santé • Femmes et EPP • Trousses d'hygiène • Trousses d'hygiène • Protection contre les violences domestiques

D. Sécurité alimentaire

Tout indique que l'insécurité alimentaire s'est aggravée en raison de la pandémie actuelle et du ralentissement économique qui en est la conséquence. L'aggravation de la sécurité alimentaire est due aux: a) pertes de revenu liées à la hausse du chômage et au repli de l'activité économique, et b) aux fermetures d'écoles et à l'interruption des programmes alimentaires en milieu scolaire. Les indications fournies par les modèles de consommation des ménages montrent que, en période de crise, les femmes ont tendance à moins manger que les autres membres de la famille. Non seulement cela affecte leur santé, mais cela influe sur un aspect clé du pouvoir de négociation des femmes et leur position de repli au sein du foyer. Régler le problème de l'insécurité alimentaire est donc capital pour parvenir à l'égalité des sexes.

En ce qui concerne le rôle de fournisseur de nourriture des écoles, à ce jour, 191 pays ont fermé leurs écoles au plan national ou local, ce qui fait que plus de 91 pour cent des étudiants inscrits, soit 1,5 milliards d'enfants et de jeunes n'ont pas pu fréquenter l'école. En raison des fermetures d'écoles, le Programme Alimentaire Mondial estime que 368 millions d'enfants n'ont pas pu prendre leurs repas à la cantine, et 47 pour cent d'entre eux sont des filles.²⁸

En plus des financements de bons alimentaires ou de la fourniture directe de repas, certains plans budgétaires prévoient un soutien aux agriculteurs dans le cadre de politiques visant à résoudre les difficultés liées à l'insécurité alimentaire sur le long terme. Par exemple, certains plans de relance budgétaires étendent aux agriculteurs l'accès au crédit à des conditions avantageuses, prévoient des financements pour les intrants agricoles et les aliments pour le bétail, des aides pour améliorer les infrastructures agricoles et ont mis en place des politiques pour gérer les excédents commercialisables. Ces mesures politiques à long terme sont importantes du point de vue de l'égalité hommes femmes dans la mesure où les femmes jouent un rôle clé dans les systèmes agroalimentaires, car elles sont à la fois productrices d'aliments, exploitantes agricoles et elles travaillent également dans la transformation des aliments. Il est donc nécessaire d'améliorer les capacités des petits producteurs, transformateurs et distributeurs dans l'élaboration des plans de relance budgétaires. Si les choses sont faites correctement, le redressement et l'amélioration des systèmes agroalimentaires peuvent aboutir à créer un secteur qui entrainera une reprise économique à moyen et long terme dans de nombreux pays tout en garantissant la sécurité alimentaire.

Indicateurs quantitatifs

- *Sécurité alimentaire* – Quel pourcentage du plan budgétaire est consacré à l'amélioration de la sécurité alimentaire?
- *Enfants et sécurité alimentaire* – Quel pourcentage du plan budgétaire est affecté à l'amélioration de la sécurité alimentaire pour les filles et les garçons des familles vulnérables, étant donné les fermetures d'écoles (par exemple, repas emportés à la maison, livraison des repas au domicile, fourniture d'argent ou de bons alimentaires)?
- *Aides agricoles* – Quel pourcentage du plan budgétaire est fléché pour le secteur agricole? Comparer avec la part de l'agriculture dans le PIB pour déterminer si les aides sont proportionnelles à celle-ci.

Indicateurs politiques

- *Admissibilité aux mesures de sécurité alimentaire* – Est-ce que les mesures de sécurité alimentaire concernent les migrants, les immigrés, les personnes déplacées et les réfugiés?
- *Prêts aux agriculteurs* – Est-ce que les mesures de relance comprennent des prêts à conditions avantageuses ou des subventions aux agriculteurs?
- *Accès des agricultrices aux aides agricoles* – Est-ce que des mesures garantissent que les agricultrices/coopératives pourront bénéficier de prêts (comme les garanties de prêt gouvernementales) et de toute autre aide au secteur agricole?

► Sécurité alimentaire

Indicateurs quantitatif	Indicateurs réglementaires / politiques
<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses liées à la COVID-19 • Dépenses de santé 	<ul style="list-style-type: none"> • Admissibilité aux mesures de sécurité alimentaire • Prêts aux agriculteurs • Accès des agricultrices aux aides agricoles

²⁸ ONU. (2020). L'Impact de la COVID-19 sur les Femmes. <https://www.unwomen.org/-/media/headquarters/attachments/sections/library/publications/2020/policy-brief-the-impact-of-covid-19-on-women-en.pdf?la=en&vs=1406>

E. Infrastructures publiques et logement

Les infrastructures publiques jouent un rôle encore plus important pendant la crise économique et sanitaire que traversent les pays. En particulier, le financement des services publics, comme les transports en commun, les réseaux d'eau et les installations sanitaires est un moyen pour le gouvernement d'aider à amortir le choc des retombées économiques de la crise car ces dépenses stimulent l'emploi. Les plans budgétaires peuvent être évalués sur la façon dont ils donnent la priorité à de telles dépenses.

1. Infrastructures publiques

Le financement des infrastructures publiques n'a pas cessé de diminuer en part de PIB dans de nombreux pays au cours des dernières décennies. Les hôpitaux, les cliniques médicales et les écoles, les systèmes de transport, d'approvisionnement en eau et d'assainissement ont souffert d'un manque d'investissements. Chaque type de ces investissements a des conséquences sur l'égalité des sexes. Par exemple, les femmes sont plus susceptibles que les hommes d'utiliser les transports en commun, par conséquent il est important de disposer de moyens de transport sûrs et de répondre au besoin de distanciation sociale pendant la crise. De plus, le rôle assumé par les femmes dans le travail non rémunéré montre bien que les mesures prises pour permettre un accès sûr aux systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement allègera leurs tâches.

Indicateurs quantitatifs

- *Hôpitaux et cliniques* – Quel pourcentage du plan budgétaire comprend le financement de construction ou de rénovation d'hôpitaux et de cliniques?
- *Infrastructures scolaires* – Quel pourcentage du plan budgétaire comprend le financement de construction ou de rénovation de bâtiments scolaires?
- *Transports en commun* – Quel pourcentage du plan budgétaire comprend le financement d'aides et /ou d'élargissement de l'accès aux transports en commun (par exemple, billets gratuits) ?
- *Eau et assainissement* – Quel pourcentage du plan budgétaire est consacré à améliorer l'accès au réseau d'eau salubre, d'assainissement et aux mesures d'hygiène?

Indicateurs qualitatifs

- *Transports sûrs* – Est-ce que le plan budgétaire prévoit des mesures de distanciation sociale dans les transports en commun ? Est-ce qu'elles prennent en compte les questions de sécurité physique des femmes?
- *Eau et assainissement* – Est-ce que des mesures ont été prises pour faciliter l'accès (en respectant les mesures de distanciation sociale) aux réseaux d'eau salubre et d'assainissement dans les pays en voie de développement?

► Infrastructures physiques

Indicateurs quantitatifs	Indicateurs réglementaires / politiques
<ul style="list-style-type: none"> • Hôpitaux et cliniques • Infrastructures scolaires 	<ul style="list-style-type: none"> • Transports sûrs • Accès sécurisé aux réseaux d'eau et d'assainissement
<ul style="list-style-type: none"> • Financement des transports en commun • Financement des réseaux d'eau et d'assainissement 	

2. Logement

En raison de la baisse des revenus et de l'insuffisance de l'aide aux revenus, les familles risquent de perdre leur logement si elles sont dans l'impossibilité de payer leur loyer ou de rembourser leurs emprunts. Il faut mettre en place des mesures pour retarder les expulsions et les saisies. Les dépenses de logement sont également importantes pour la reprise économique. En effet, si les ménages ont des arriérés de paiement de loyer ou de remboursement de prêts, ils accumulent

des dettes, ce qui ralentit la reprise (car il faudra que les revenus augmentent lorsque l'emploi redémarrera pour payer les dettes).²⁹

Des logements provisoires sont également nécessaires pendant l'épidémie de la COVID-19, notamment pour les personnes atteintes qui ne doivent pas retourner chez elles car elles risquent de contaminer d'autres membres de la famille. En plus du fait que ce type de logement est important pour limiter la propagation du virus, il s'agit d'égalité des sexes dans la mesure où la responsabilité de s'occuper des malades dans une famille incombe aux femmes.

Indicateurs quantitatifs

- *Logement* – Quel est le montant du loyer et de l'aide au logement d'un travailleur à domicile par rapport à l'enveloppe du plan budgétaire?

Indicateurs qualitatifs

- *Moratoires sur les expulsions et saisies* – Est-ce que le plan budgétaire interdit l'expulsion des locataires et les saisies de logements en cas d'arriérés de paiement et, si oui, pendant combien de temps?
- *Retards de paiement* – Est-ce que le plan budgétaire exige que les bailleurs acceptent les retards de paiement sans pénalités?
- *Suppléments de loyers* – Est-ce que le plan budgétaire permet des suppléments de loyers provisoires pendant la crise?
- *Exonération des loyers* – Est-ce que le plan budgétaire autorise une exonération des loyers dans les logements publics?
- *Logement provisoire* – Est-ce que le plan budgétaire prévoit un logement provisoire pour ceux qui sont infectés par la COVID-19, les travailleurs migrants ou les sans-abris?

► Logement

Indicateurs quantitatifs	Indicateurs réglementaires / politiques
<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de logement 	<ul style="list-style-type: none"> • Moratoires sur les expulsions et saisies • Retards de paiement • Suppléments de loyers • Logement provisoire

► V. Politiques Monétaires

Les deux outils de stabilisation keynésiens permettant de favoriser la stabilité économique sont la politique budgétaire et la politique monétaire. La politique monétaire conventionnelle s'appuie généralement sur les variations des taux d'intérêt (et dans les pays en développement, les taux de change) pour influencer sur la demande globale. Pendant les crises qui affectent la demande, la baisse du taux directeur a pour but de stimuler l'emprunt et la dépense, et la dévaluation des monnaies sert à stimuler les demandes d'exportation. Cette fois, les choses sont différentes. Comme cela a été noté dans

²⁹ Même si les moratoires sur les expulsions protègent provisoirement l'accès au logement, ils n'empêchent pas l'accumulation des dettes sur le long terme. Pour y remédier, des subventions et des prêts à des conditions avantageuses consentis aux propriétaires et aux organismes de prêt sont nécessaires. En général, les banques centrales fournissent ce type d'aide et par conséquent, ce type d'aide pour l'accès au logement sera traité dans la partie sur la politique monétaire.

une partie précédente, la crise à laquelle nous faisons face est due à la contraction de l'activité économique imposée pour des raisons sanitaires.

L'objectif principal en ce moment n'est pas tant de stimuler la dépense que de maintenir le "malade" économique en vie pendant un coma artificiel. Pour cette raison, les politiques budgétaires mettent l'accent sur le revenu de remplacement même si les dépenses gouvernementales ont également un effet salutaire sur la demande pour les entreprises qui peuvent rester ouvertes. Bien que l'outil du taux d'intérêt directeur soit important, les objectifs supplémentaires de la politique monétaire consistent à fournir des liquidités aux gouvernements (en rachetant des obligations souveraines pour financer les plans budgétaires), aux ménages et aux entreprises pour éviter les faillites, ce qui ralentirait la reprise. L'objectif est également d'éviter l'accumulation de la dette, qui pourrait également freiner la reprise. L'apport de liquidités en provenance des banques centrales s'est fait de manière inédite dans les économies développées, même si, il faut le répéter, les pays en voie de développement ont beaucoup moins de possibilités pour que leurs banques centrales se lancent dans une opération de prêt de si grande envergure.

La crise pourrait être l'occasion de ressusciter les banques centrales de développement—banques qui agissent comme agents du développement économique.³⁰ Il existe de solides arguments pour que, dans cette crise, les banques centrales élargissent leur rôle politique en aidant les pays à résoudre les difficultés clés qu'ils rencontrent pour faire face à la COVID-19. Parmi ces difficultés figurent la promotion du développement économique grâce à la réduction du chômage, l'affectation des investissements à des activités qui améliorent la productivité et la résolution des problèmes posés par le changement climatique. Certaines banques centrales comme celle des USA, ont choisi l'option inhabituelle d'attribuer des prêts ou des garanties de prêt directement au secteur des entreprises. Dans d'autres cas, c'est le gouvernement national qui fournit les garanties de prêt.

Etant donné que la politique monétaire n'est pas neutre en termes de répartition, elle mérite qu'on l'étudie de près pour examiner les conséquences sur les femmes de la réponse qu'elle apporte à la crise. Les recherches montrent que les politiques monétaires pourraient avoir des effets inégaux en termes de race, de genre et de classe.³¹ Par exemple, les femmes, les personnes de couleur et les travailleurs pourraient bénéficier de mesures de stimulation monétaire sous la forme de taux d'intérêt peu élevés en raison de leur effet positif sur la demande globale et donc sur l'emploi. L'inverse est vrai lorsque les taux d'intérêt montent parce que les femmes et les gens de couleur ont tendance à se retrouver en bout de file lorsqu'ils font la queue pour trouver un emploi et que le taux élevé de chômage réduit leur pouvoir de négociation quand ils demandent des augmentations de salaire. Des mesures comme les garanties de prêt et les incitations faites aux banques pour qu'elles prêtent à des secteurs ou catégories³² prioritaires sont un autre moyen d'inclure ou d'exclure les femmes, les gens de couleur et les travailleurs. Généralement, les banques favorisent les gros emprunteurs; les taux d'intérêt et l'accès au crédit posent des difficultés et sont trop chers pour les petites entreprises. Des actions politiques favorisant l'égalité hommes femmes comprendraient donc des prêts et des garanties de prêt ciblés sur les petites entreprises notamment, en prenant des mesures sévères en cas de discrimination contre les femmes et les petites entreprises. Tout cela ne peut pas être contrôlé avec les seules informations à notre disposition.

Pour évaluer la politique monétaire en termes de conséquences pour les femmes, nous avons retenu trois types d'indicateurs: 1) le taux d'intérêt et les politiques de réserve, 2) la détente quantitative, les prêts et les garanties bancaires, 3) les politiques en matière de taux de change et le contrôle des capitaux et 4) les politiques monétaires alternatives.

A. Taux d'intérêt et Politiques de Réserve

Plusieurs problèmes liés à l'utilisation des taux d'intérêt pour répondre à la crise valent la peine qu'on s'intéresse à eux. Premièrement, la baisse des taux d'intérêt pour stimuler l'économie peut avoir des conséquences inégales selon les sexes. Certaines industries sont plus sensibles aux taux d'intérêt que d'autres. Par exemple, la fabrication de biens durables est

³⁰ Epstein, G. 2015. "Banques Centrales de Développement: Etude des Problèmes et Expériences." Document de Travail de l'OIT No. 182. http://www.peri.umass.edu/fileadmin/pdf/working_papers/working_papers_351-400/EMPLOYMENT_ILO_WP.pdf.

³¹ Seguino, S. (2019). "Outils Macro Politiques pour Financer l'Égalité Hommes Femmes." *Revue sur les Politiques de Développement* 37(4): 504-525.

³² Les réserves obligatoires d'actifs sont un outil politique utilisé par les banques centrales pour orienter le crédit sur des secteurs ciblés.

un secteur sensible aux taux d'intérêt parce que les consommateurs peuvent avoir à emprunter pour financer le coût de gros achats. Même si les taux d'intérêt réduits peuvent ne pas avoir d'impact sur le type d'emploi qu'occupent les femmes (c'est-à-dire dans les petites entreprises du secteur des services), ils réduisent le coût de la dette des ménages et ont un effet salutaire sur les emprunts des entreprises qui peuvent stimuler l'emploi. Ensuite, pour les pays en voie de développement, la politique des taux d'intérêt est limitée en raison de son effet sur les taux de change. Des taux d'intérêt réduits peuvent entraîner une fuite des capitaux, par exemple, ce qui limite l'utilisation de cette politique pour stimuler la demande globale.

Indicateurs quantitatifs

- *Taux d'intérêt* – Est-ce que la banque centrale a abaissé les taux d'intérêt et si oui, de combien?
- *Réserves obligatoires* – Est-ce que la banque centrale a réduit les réserves obligatoires et si oui, de combien?

B. Détente Quantitative, Prêts et Garanties de Prêt

La Détente Quantitative (DQ), largement utilisée pendant la Grande Crise, est une politique monétaire au moyen de laquelle une banque centrale rachète la dette du gouvernement et la dette des entreprises sous forme d'obligations afin d'injecter de l'argent dans l'économie pour développer l'activité économique. L'objectif est également de faire baisser la pression sur les taux d'intérêt à long terme. Les pays en voie de développement ont des capacités limitées pour créer de la monnaie leur permettant de financer ces achats mais leurs gouvernements peuvent être en mesure d'offrir des garanties de prêt aux banques qui prêtent aux petites entreprises.

Indicateurs quantitatifs

- *Détente quantitative* – Quelle est le montant des achats d'actifs, publics et privés, par rapport au PIB?
- *Prêts aux PME et entreprises DFM* – Quel est le montant des programmes de prêt prévus pour les PME et entreprises DFM et quelle est leur part du total des programmes de prêt?

Indicateurs qualitatifs

- *Garanties de prêt* – Est-ce que les banques centrales ou les gouvernements nationaux offrent des garanties de prêt ciblées sur les PME et les entreprises DFM?

C. Politiques Monétaires Alternatives

Divers autres outils sont à la disposition de banques centrales créatives et innovantes. On trouvera ci-après une liste des mesures possibles qui pourraient être utilisées comme indicateurs qualitatifs pour évaluer la dimension d'égalité des sexes des politiques monétaires alternatives. Même si les politiques ne sont pas explicitement influencées par le genre, elles peuvent favoriser l'égalité des sexes si les femmes en sont majoritairement bénéficiaires.

Mesures qualitatives

- Est-ce que la banque centrale conseille aux banques privées de mettre en place un aménagement des crédits (par ex. un report du remboursement du capital et des intérêts d'emprunt)?
- Est-ce que la banque centrale conseille aux banques privées de suspendre les distributions de dividendes pour conserver plus de capitaux pour pouvoir prêter de l'argent?
- Est-ce que la banque centrale a ciblé ou subventionné des crédits aux entreprises vertes, aux agricultrices et aux entreprises DFM?

D. Politiques de Balance des Paiements

Les crises économiques mondiales entraînent souvent une course vers la “sécurité” – c’est-à-dire l’envie de détenir des liquidités libellées dans des monnaies sûres comme le dollar américain, ce qui a pour résultat une fuite massive des capitaux. La crise causée par la COVID-19 est exactement pareille. Les fuites de capitaux en provenance des marchés émergents et des économies en voie de développement sont notables depuis le début de la COVID-19. Pour le seul mois de Mars 2020, les fuites de capitaux en provenance des pays en voie de développement ont atteint un total de \$83 milliards, plus de trois fois le montant des fuites de capitaux qui ont eu lieu pendant la crise financière de 2008.³³ Cela s’est traduit par une dépréciation brutale des monnaies, notamment pour les pays qui doivent également faire face à une chute des prix des marchandises.

Les gouvernements ont plusieurs outils à leur disposition pour répondre aux conséquences sur la balance des paiements des fuites de capitaux, de la volatilité des taux d’intérêt et de la dépréciation des monnaies. L’un d’entre eux consiste à ne rien faire évidemment, il suffit de laisser flotter les taux d’intérêt comme l’ont fait de nombreux pays dans l’espoir que les monnaies dévalorisées stimuleront les demandes d’exportation. Cela peut s’avérer insuffisant pour amortir les chocs causés aux économies en voie de développement par les taux de change et l’évolution du commerce. La demande d’exportation des pays riches risque de ne pas être assez forte en réponse à la dépréciation des monnaies pour soutenir la demande et effacer les pertes de change liées à la baisse des prix des marchandises.

Il existe d’autres mesures que les pays peuvent prendre pour résoudre ces problèmes. L’une d’entre elles consiste à mettre en place un contrôle des capitaux.³⁴ Ceci réduit la fuite des capitaux qui a mis la pression sur les taux de change des pays en voie de développement. Il est plus difficile pour chaque pays individuellement de mettre en place ce contrôle car il a une réputation négative chez les investisseurs. Par conséquent, une coopération régionale et internationale serait importante pour imposer collectivement un contrôle des capitaux. Quelques pays ont assoupli le contrôle des capitaux entrants, mais l’adoption de mesures de contrôle des capitaux sortants a été très limitée. Même s’ils imposent des restrictions sur les fuites de capitaux, les pays ont toujours besoin d’opérations de change.

Afin de résoudre les problèmes de pénurie de devises, les pays peuvent effectuer un swap de devises avec les grandes banques centrales. Ces accords de swap de devises donnent accès aux dollars américains et aux autres grandes devises. Ils servent à stabiliser les marchés financiers intérieurs et fournissent des devises étrangères aux banques centrales bénéficiaires, ce qui allège la pression de la dévaluation sur les devises des pays en voie de développement.

De plus, comme certains pays ont permis à leurs taux de change de flotter sans restriction, des mesures peuvent être prises pour réduire la volatilité et amortir les chocs. Par exemple, pour économiser les devises étrangères, les pays peuvent imposer une limitation des importations de produits de luxe comme l’a fait le Népal. Les pays peuvent également intervenir sur le marché des changes pour réduire la volatilité excessive et stabiliser les taux de change afin de favoriser la stabilité financière et protéger leur économie intérieure contre l’augmentation des coûts des produits importés comme les équipements médicaux et les produits pharmaceutiques. De plus, les banques centrales ont la possibilité de restreindre la capacité des banques nationales de vendre des dollars ou d’autres grandes devises à leurs clients.

Indicateurs réglementaires/politiques

- Swaps de devises avec les grandes banques centrales
- Contrôle des capitaux
- Gestion des taux de change pour réduire la volatilité et amortir les chocs
- Limitation des importations de produits de luxe
- Restriction de la capacité des banques de vendre des grandes devises à leurs clients

³³ Ghosh, J. (2020). “La Pandémie et l’Economie Mondiale.” Conseil International pour la Science <https://council.science/current/blog/the-pandemic-and-the-global-economy/>

³⁴ UN (2020) “Financing for Development in the Era of Covid-19 and Beyond: Menu of options for the Consideration of Heads of States and Governments (Part I and II)”, New York: United Nations.

► **Politiques Monétaires**

	Indicateurs quantitatifs	Indicateurs réglementaires / politiques
Taux d'inérêt et politiques de réserve	<ul style="list-style-type: none"> • Taux d'inérêt • Réserves obligatoires 	<ul style="list-style-type: none"> • Garanties de prêt
Détente quantitative, prêt et garanties de prêt	<ul style="list-style-type: none"> • Achats d'actifs • Prêts aux PME et entreprises DFM 	
Politiques monétaires alternatives		<ul style="list-style-type: none"> • Aménagement des remboursements de crédit • Suspension des paiements de dividendes • Crédit ciblé
Politiques de Balance des paiements		<ul style="list-style-type: none"> • Swaps de devises avec les grandes banques centrales • Contrôle des capitaux • Gestion des taux d'intérêt pour réduire la volatilité et les chocs • Limitation des importations de produits de luxe • Restriction de la capacité des banques à vendre les grandes devises à leurs clients

► **VI. Rôle de la Budgétisation favorable à l'Égalité des Sexes comme Outil de Contrôle**

Les crises précédentes montrent que, après avoir adopté des plans budgétaires de relance à court terme, les gouvernements ont généralement mis en place des politiques d'austérité. Pour une part, ceci est dû à leur capacité budgétaire limitée. Si la relance budgétaire dépend d'emprunts sur les marchés extérieurs et/ou d'emprunts à des organismes multilatéraux, alors le service de remboursement de la dette peut aboutir à un rétrécissement supplémentaire de l'enveloppe budgétaire – freinant ainsi la reprise économique à moyen et long terme. Et ceci peut également ralentir le processus de croissance favorable à l'égalité des sexes.

Par exemple, à la suite de la crise de 2008, de nombreux gouvernements ont mis fin aux mesures de relance budgétaire et ont adopté des mesures d'austérité – même si le chômage continuait d'augmenter en 2010. Les pays ont réduit leurs dépenses sociales, poursuivi la réduction de leurs dépenses de santé, diminué ou gelé les salaires du secteur public et augmenté les impôts alors que l'augmentation de la dette publique créait des tensions financières. Ce passage à l'austérité qui, dans de nombreux cas s'est étalé sur une période prolongée, a eu des conséquences négatives sur la croissance du PIB et l'emploi.

La budgétisation favorable à l'égalité des sexes comprend un large éventail d'outils destinés à contrôler l'élaboration et l'impact des plans budgétaires liés à la COVID-19. L'analyse et les données fournies par ces outils peuvent aider les gouvernements et la société civile à évaluer dans quelle mesure la relance budgétaire favorise l'égalité entre les sexes. Ils sont également très utiles pour vérifier comment la relance budgétaire est mise en place étant donné qu'il peut y avoir de nombreux obstacles pour que le soutien financier arrive jusqu'aux gens, notamment les femmes à faible revenu, même si le plan est fait pour ces gens-là.

Plus précisément, les outils les plus utiles pour contrôler la mise en œuvre et le fonctionnement du plan sont :

- Un *état budgétaire sexospécifique* accessible au public dans lequel le gouvernement explique comment il envisage que le plan soutienne les femmes et favorise l'égalité des sexes,
- Un *soutien apporté aux députés* pendant l'examen du projet au cours des questions et des audiences parlementaires,
- Un *système de suivi des dépenses* en temps réel pour contrôler les dépenses liées au plan et publier des rapports indiquant comment ce plan soutient les femmes et favorise l'égalité des sexes,
- Un *audit des dépenses par l'organisme public d'audit*, comprenant une évaluation de l'impact de l'égalité hommes femmes sur les dépenses effectivement payées,
- Soutien à un *audit social* effectué par les organisations de la société civile pour contrôler la mise en œuvre du service sur le terrain et vérifier qu'il répond bien aux besoins et aux priorités des femmes. Il peut également évaluer dans quelle mesure les plans intègrent un soutien aux organisations féminines dont un grand nombre sont impliquées dans la mise en œuvre du service en première ligne (comme VCF et/ou DSSR).

Il est également important d'évaluer le fonctionnement du système de gestion des finances publiques et la façon dont il empêche ou favorise le bon fonctionnement du plan. Quand les pays ont la possibilité de créer une enveloppe budgétaire pour mettre en place un plan lié à la COVID-19, ils doivent également s'assurer que les systèmes de gestion des finances publiques (GFP) soient suffisamment souples pour pouvoir absorber de nouveaux apports financiers, réaffecter les ressources existantes et débloquer rapidement les fonds. Le système de GFP peut constituer un obstacle pour parvenir à ces objectifs car, une fois que les budgets annuels ont été approuvés, il peut être difficile de réorienter ou de réaffecter les ressources.

Cependant, il existe un certain nombre de possibilités pour augmenter 'l'enveloppe budgétaire' en modifiant les règles budgétaires pour permettre une plus grande flexibilité (par exemple, la Chine a fait preuve de flexibilité pour mettre en place un mode de remboursement et de paiement express afin de répondre aux dépenses à engager); en introduisant des budgets supplémentaires (le Maroc a mis en place un fonds commun spécial de \$33 milliards pour faire face aux conséquences socioéconomiques de la COVID-19); en augmentant les dépenses dans les lignes budgétaires existantes (par ex. investissements dans le système de santé pour le développement d'un vaccin ou l'achat d'EPP); en introduisant de nouveaux systèmes comme les congés fiscaux ou des systèmes garantissant les prêts à 100 pour cent pour les PME (par ex. le Royaume Uni). De nombreux pays ont également adopté un mélange de ces mesures fiscales parallèlement à des procédures accélérées pour adopter les budgets (par ex. le Canada).

Alors qu'il est important de disposer de systèmes de GFP plus souples, il est tout aussi important que les mécanismes de responsabilité (reddition de comptes) soient maintenus, voire améliorés. Ceci est particulièrement important quand il s'agit de contracter ou d'externaliser, dans la mesure où les gouvernements peuvent avoir la tentation de suspendre les règles normales pour des raisons de rapidité, comme cela s'est produit au RU quand il a externalisé les tests et le suivi vers le secteur privé.

Parmi les indicateurs d'évaluation de la mise en œuvre de ces outils destinés à contrôler si les mesures budgétaires favorisent l'égalité entre les sexes, figurent:

- *L'état budgétaire sexospécifique (EBS)*: Est-ce que le gouvernement a fait (dans le cadre de la présentation du budget) un état budgétaire sexospécifique du plan budgétaire relatif à la COVID-19? Si oui, est-ce que l'EBS contient:
 - Une description claire des objectifs à atteindre en matière d'égalité des sexes?
 - Une répartition des ressources affectées aux objectifs identifiés en matière d'égalité des sexes?
 - Des indicateurs de rendement pour mesurer la performance des objectifs fixés en matière d'égalité des sexes.
 - Un exposé public?
- *L'examen parlementaire*: Est-ce que le Parlement a soulevé des questions sur les budgets favorables à l'égalité des sexes au cours de l'examen du plan lié à la COVID-19?

- Est-ce que les députés ont posé des questions sur l'état budgétaire sexospécifique, notamment sur l'adéquation des affectations budgétaires pour atteindre les objectifs en matière d'égalité des sexes?
- Est-ce que les députés ont posé des questions sur l'impact sexospécifique des réaffectations et/ou coupures budgétaires?
- Est-ce que les députés ont demandé des rapports d'étapes sur la façon dont les objectifs sexospécifiques (de l'EBS) sont atteints dans l'exécution du budget?
- *Suivi des dépenses*: Dans quelle mesure le gouvernement a-t-il mis en place un système de suivi des dépenses en temps réel portant sur les dépenses du plan favorables à l'égalité des sexes?
 - Est-ce que des données sur les dépenses ventilées par sexe ont été collectées, notamment des informations sur qui au sein du ménage perçoit des avantages spécifiques (par ex. versements en espèces, allocations chômage, aides pour garde d'enfants)?
 - Est-ce que le système de suivi des dépenses comprend un marquage/classement des dépenses visant à favoriser l'égalité entre les sexes?
 - Y a-t-il un rapport public sur les dépenses contenant des informations sur les dépenses visant à favoriser l'égalité entre les sexes?
- *Audits sur l'égalité des sexes*: Est-ce qu'un audit du plan a été effectué? [Préciser si l'audit est réalisé par un organisme d'état ou la société civile]. Si oui, est-ce que l'audit contient :
 - Une évaluation de la façon dont les dépenses budgétaires ont contribué à atteindre les objectifs en matière d'égalité des sexes?
 - Un examen des services mis en place grâce aux dépenses budgétaires et des personnes qui en ont bénéficié?
 - Un évaluation ex-post de l'incidence du budget et des résultats correspondants afin de déterminer s'ils favorisent l'égalité des sexes?

► **Tableau 1. Réponses apportées à la COVID-19 dans certaines Economies en voie de Développement Sélectionnées**

Pays	Moyens d'existence		Protection Sociale		Santé			Sécurité alimentaire		Infrastructures Publique et logement		Politique Monétaire			
	Emploi et politiques du travail	Soutien des entreprises	Assistance Sociale	Assurance Sociale	Dépenses de santé	Santé génésique	Violences domestique	Sécurité alimentaire	Aides agricoles	Infrastructures publiques	Logement	Taux d'intérêt	Prêts	Politiques alternatives	Politiques de la BDP
Argentina	✓		✓	✓	✓			✓			✓		✓		✓
Colombie	✓	✓	✓	✓	✓		✓	✓				✓			✓
Égypte	✓		✓	✓	✓				✓			✓	✓		✓
Ethiopie	✓		✓	✓	✓			✓	✓		✓				
Inde	✓	✓	✓	✓	✓			✓	✓				✓		✓
Mexique	✓	✓	✓	✓	✓										
Maroc	✓	✓	✓	✓	✓							✓	✓		✓
Philippines	✓	✓	✓	✓	✓			✓	✓						
Rwanda	✓	✓	✓	✓				✓	✓						
Afrique du Sud	✓	✓	✓	✓		✓		✓					✓		
Vietnam	✓	✓	✓	✓						✓	✓	✓	✓		✓

Les données pour créer le Tableau 2 proviennent de l'Outil de Suivi Politique du FMI, <https://www.imf.org/en/Topics/imf-and-covid19/Policy-Responses-to-COVID-19#S> and Gentilini, U., M. Almenfi, P. Dale, G. Demarco, and I. Santos. (2020). "Protection Sociale et Emplois pour faire face à la COVID-19: Etude en Temps Réel des Mesures prises par les Pays." Mimeo. https://www.ugogentilini.net/wp-content/uploads/2020/05/Country-SP-COVID-responses_May22.pdf

► VI. Conclusion

Pour conclure, évaluer, informer et contrôler l'égalité entre les sexes dans le contexte de la relance budgétaire et monétaire demande que l'on s'intéresse à quatre domaines clés: l'ampleur de la relance budgétaire - car elle influence le montant des fonds disponibles pour répondre aux besoins des femmes; la conception du plan de relance budgétaire car elle déterminera si les mesures politiques spécifiques tiennent compte et donnent la priorité aux besoins des femmes; les politiques monétaires qui peuvent également avoir un effet sur l'égalité entre les sexes; et le rôle de contrôle de l'analyse du budget en matière d'égalité des sexes.

La note d'orientation propose une méthode d'évaluation des politiques monétaires et budgétaires en ce qui concerne leur façon de promouvoir l'égalité des sexes. Les indicateurs sont aussi bien quantitatifs—généralement en rapport avec le montant des dépenses faites dans les différents domaines que qualitatifs car ils illustrent les règles et / ou les politiques qui ont une influence sur la façon dont les fonds seront affectés, sur la responsabilité des entreprises et sur les mesures prises pour freiner l'accumulation de la dette et éviter les faillites. Cette note propose également une aide pour utiliser le prisme de la budgétisation favorable à l'égalité entre les sexes pour évaluer la dépense d'un pays.

Le tableau 1 applique les indicateurs de ce document à une évaluation des politiques monétaires et budgétaires liées à la COVID-19 de 11 pays en voie de développement. Tous ont fait des dépenses et adopté des politiques de l'emploi destinées à aider les travailleurs. De même, ils ont tous affecté des fonds à l'assistance et à l'assurance sociale. Il faut noter le manque d'attention portée à la santé génésique et à la lutte contre les violences faites aux femmes. De même, rares sont les pays qui ont saisi l'occasion de la crise pour augmenter leurs dépenses en matière d'infrastructures physiques ou de logement susceptibles de favoriser l'égalité des sexes. Finalement, alors qu'un certain nombre de pays ont étendu les prêts au secteur privé et ont abaissé les taux d'intérêt, rares sont ceux qui se sont dotés de politiques monétaires alternatives. Il faut noter que les pays réagissent de manière dynamique aux difficultés posées par la COVID et la crise économique et donc que des informations actualisées doivent être recherchées pour évaluer les dépenses des pays et les réponses politiques apportées à la crise.

Pour nous contacter

Organisation internationale du Travail
Route des Morillons 4, CH-1211 Genève 22
Suisse
**Service de l'emploi, du marché du travail et
des jeunes**
E: emplab@ilo.org

ONU Femmes
220 East 42nd Street, New York, NY 10017
États-Unis d'Amérique
**Section pour l'autonomisation économique des
femmes**
E: econem.section@unwomen.org